

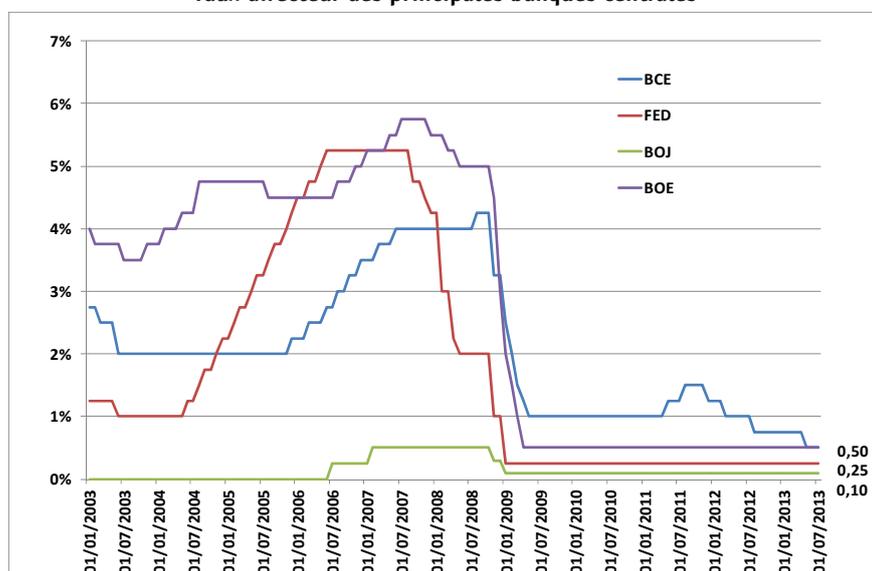
## 1 - Actualité nationale et internationale

### Taux d'intérêt

#### La BCE maintient le statu quo monétaire

Lors de sa réunion du 4 juillet 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse que « Les informations disponibles ont confirmé notre précédente évaluation. Les tensions inflationnistes sous-jacentes devraient rester modérées à moyen terme dans la zone euro. Confirmant ce scénario, les évolutions monétaires, et en particulier celles du crédit, demeurent atones.... Notre politique monétaire vise à maintenir une orientation accommodante dans la mesure justifiée par les perspectives de stabilité des prix et à promouvoir des conditions stables sur le marché monétaire. Elle apporte ainsi son soutien à une reprise de l'activité économique qui devrait intervenir plus tard dans l'année et en 2014. S'agissant de l'avenir, l'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire. Le Conseil des gouverneurs prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation se fonde sur le maintien, à moyen terme, de perspectives d'inflation globalement modérée, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie réelle et de l'atonie de la dynamique monétaire (...). S'agissant de l'analyse monétaire, les données récentes confirment l'atonie des évolutions de la monnaie et, en particulier, du crédit (...) Le taux de variation annuel des prêts au secteur privé est resté négatif. (...) Depuis l'été 2012, des progrès considérables ont été accomplis en termes d'amélioration des conditions de financement des banques et, notamment, de renforcement de la base de dépôts domestiques dans un certain nombre de pays en proie à des difficultés. Cette évolution a contribué à réduire la dépendance à l'égard du financement de l'Eurosystème, comme en témoignent les remboursements effectués actuellement au titre des opérations de refinancement à long terme d'une durée de trois ans. Afin de garantir une transmission adéquate de la politique monétaire aux conditions de financement dans les pays de la zone euro, il est essentiel que la fragmentation des marchés du crédit de la zone euro continue à diminuer et que la résilience des banques soit renforcée lorsque c'est nécessaire. De nouvelles avancées décisives dans la mise en place d'une union bancaire permettront d'atteindre cet objectif. En particulier, le futur mécanisme de surveillance unique (MSU) et un mécanisme de résolution unique (MRU) constituent des éléments essentiels dans le processus de retour vers un système bancaire intégré et doivent donc être mis en place rapidement.».

Taux directeur des principales banques centrales



## Chômage

### Stabilisation du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 264 500 à fin mai 2013, soit une quasi-stabilité sur un mois (+100 personnes) en données CVS-CJO. Sur un an, la progression du nombre de demandeurs d'emplois s'élève à 11,5 %.

### Légère hausse du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro (ZE17), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 12,2% en mai 2013, en hausse par rapport au taux de 12,1% relevé en avril. Dans l'UE27, le taux de chômage était de 11,0%, stable par rapport au mois précédent. Dans les deux zones, les taux ont augmenté de façon significative par rapport à mai 2012, où ils se situaient respectivement à 11,3% et 10,4%.

Selon les estimations d'Eurostat, 26,5 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage en mai 2013 dans l'UE27, dont 19,340 millions dans la zone euro. Par rapport à avril 2013, le nombre de chômeurs a augmenté de 15 000 dans l'UE27 et de 67 000 dans la zone euro. Comparé à mai 2012, le chômage s'est accru de 1,4 million de personnes dans l'UE27 et de 1,5 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (+4,7 %), en Allemagne (+5,3 %) ainsi qu'au Luxembourg (+5,7%), et les plus élevés en Espagne (+26,9 %) et en Grèce (+26,8 % en mars 2013).

## Inflation

### Faible augmentation des prix en France en mai

En mai 2013, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en hausse de 0,1 % après une baisse de 0,1 % en avril. Sur un an, il s'accroît de 0,8 % (après + 0,7 % en avril 2013). Le raffermissement des prix des services de transport et de communications constitue la principale contribution à la hausse de l'IPC du mois de mai. Par ailleurs, la baisse saisonnière des prix des services liés au logement et celle des produits pétroliers sont compensées par les hausses, en partie saisonnières, des prix des produits alimentaires frais et des autres services. Excepté pour l'habillement, la progression des prix des produits manufacturés est faible.

### Légère augmentation de la hausse des prix en rythme annuel dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 1,6% en juin 2013, en hausse par rapport au mois de mai, où il était de 1,4%, selon une estimation publiée par Eurostat. L'alimentation, les boissons alcoolisées et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en juin (+3,2 % stable comparé à mai), suivis de l'énergie (+1,6 % contre -0,2 % en mai), des services (+1,4 % contre +1,5 % en mai) et des biens industriels hors énergie (+0,7 % contre +0,8 % en mai).

## Asie/Pacifique

### L'économie japonaise se porte bien

L'économie japonaise a nettement accéléré au premier trimestre 2012 (+1,0 % après +0,3 %) et le regain de dynamisme se confirmerait sur le reste de l'année 2013. Les soutiens à l'activité seraient en effet puissants : les exportations bénéficieraient de la très forte dépréciation du yen depuis fin 2012, tandis que les nouvelles mesures de relance votées en février 2013 entreraient progressivement en vigueur. Porté par l'amélioration des anticipations d'activité, l'investissement des entreprises devrait accélérer à l'horizon de la prévision. Sur l'ensemble de l'année, l'activité au Japon ne progresserait toutefois que de 1,6 %, pénalisée par l'acquis de fin 2012.

### Ralentissement de l'économie chinoise

L'activité a ralenti en Chine au premier trimestre 2013 (+1,6 % après +2,0 %). Bien que les prévisions d'activité pour la fin de l'année 2013 demeurent bien orientées, le tassement récent du climat des affaires dans le secteur manufacturier laisse à penser que le rythme de progression de l'économie chinoise devrait rester nettement inférieur à celui d'avant crise.

## Actualité législative

Décret n° 2013-563 du 26 juin 2013 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code de commerce en Nouvelle-Calédonie

[http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=E2F3D8DFEB642D8A24268152F82B6490.tpdjo04v\\_2?cidTexte=JORFTEXT000027625181&categorieLien=id](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=E2F3D8DFEB642D8A24268152F82B6490.tpdjo04v_2?cidTexte=JORFTEXT000027625181&categorieLien=id)

Le décret rend applicables en Nouvelle-Calédonie les dispositions relatives aux conjoints collaborateurs, les statuts types des sociétés à responsabilité limitée dont l'associé unique, qui est une personne physique, assume personnellement la gérance, diverses mesures destinées à favoriser le développement des petites entreprises et à simplifier le fonctionnement de certaines formes de société. Le décret permet également de rendre applicables dans cette collectivité les dispositions relatives aux pouvoirs d'enquête en matière de concurrence.

Ordonnance n° 2013-544 du 27 juin 2013 relative aux établissements de crédit et aux sociétés de financement

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027617519&dateTexte=&categorieLien=id>

Du fait de l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014, d'un règlement européen qui sera d'application directe en droit interne, et qui harmonisera la notion d'établissement de crédit au niveau communautaire, l'ordonnance crée un nouveau statut national de société de financement. Le régime législatif de ces sociétés s'inspire autant que possible de celui des établissements de crédit. L'ordonnance supprime au sein des établissements de crédit la catégorie de société financière ainsi que celle d'institution financière spécialisée et crée celle d'établissement de crédit spécialisé. Cette ordonnance entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014, y compris dans les collectivités du Pacifique.

### Publications

Le Directeur Général de l'IEOM a remis fin juin au Ministre de l'Economie et des Finances le deuxième rapport d'activité de l'Observatoire des tarifs bancaires de l'IEOM, couvrant la période d'octobre 2011 à octobre 2012. Ce rapport a été publié le 4 juillet 2013 en même temps que ceux de l'IEDOM et du CCSF. Les principaux enseignements en sont les suivants :

- en Nouvelle-Calédonie, une légère majorité des tarifs bancaires moyens ont été orientés à la baisse. En Polynésie française, ils ont été majoritairement orientés à la hausse ; à Wallis-et-Futuna, la quasi-totalité des tarifs moyens sont restés inchangés ;
  - pour une majorité des services bancaires les plus couramment utilisés par la clientèle, les tarifs demeurent plus élevés en moyenne dans les collectivités d'outre-mer (COM) du Pacifique qu'en métropole ; cette moyenne recouvre toutefois une situation légèrement contrastée entre la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie ;
  - tout comme dans les DOM, les frais de tenue de compte demeurent une spécificité des COM du Pacifique (neuf établissements sur dix en perçoivent), même s'ils commencent à se développer en métropole.
- [Le rapport d'activité de l'Observatoire des tarifs bancaires de l'IEOM](#)
  - [Le Rapport de l'Observatoire des tarifs bancaires 2013 du CCSF](#)
  - [Le communiqué de presse du ministère de l'Economie et des Finances](#)

## 2 – Actualité régionale

### L'économie japonaise se porte bien.

L'économie japonaise a nettement accéléré au premier trimestre 2013 (+1,0 % après +0,3 %) et le regain de dynamisme se confirmerait sur le reste de l'année 2013. Les soutiens à l'activité seraient en effet puissants : les exportations bénéficieraient de la très forte dépréciation du yen depuis fin 2012, tandis que les nouvelles mesures de relance votées en février 2013 entreraient progressivement en vigueur. Porté par l'amélioration des anticipations d'activité, l'investissement des entreprises devrait accélérer à l'horizon de la prévision. Sur l'ensemble de l'année, l'activité au Japon ne progresserait toutefois que de 1,6 %, pénalisée par l'acquis de fin 2012.

### Ralentissement de l'économie chinoise

L'activité a ralenti en Chine au premier trimestre 2013 (+1,6 % après +2,0 %). Bien que les prévisions d'activité pour la fin de l'année 2013 demeurent bien orientées, le tassement récent du climat des affaires dans le secteur manufacturier laisse à penser que le rythme de progression de l'économie chinoise devrait rester nettement inférieur à celui d'avant crise.

### L'Australie accroît son excédent commercial

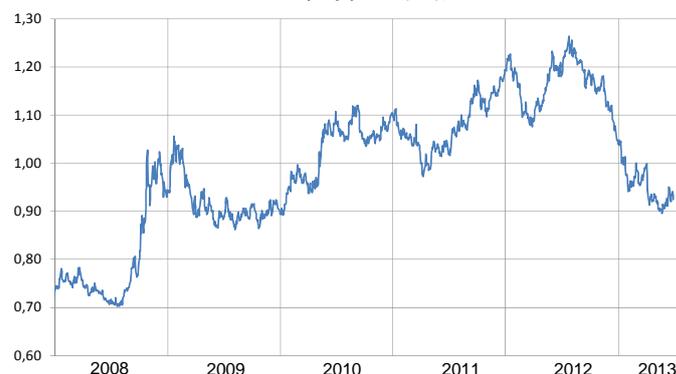
En mai, la balance commerciale australienne affiche un excédent de 670 millions de dollars australiens (CVS), soit une hausse de AU\$ 499 millions par rapport au mois précédent. Les exportations s'établissent à AU\$ 26 444 millions (CVS), progressant ainsi de 3,6 % (après -0,6 % en avril). Cette évolution a été tirée notamment par le renchérissement des matières premières. Les importations, quant à elles, augmentent à un rythme de 1,6 %, pour s'établir à AU\$ 25 774 millions (CVS). Les produits de consommation courante représentent les principaux contributeurs à cette hausse (+7 %). La Banque centrale australienne (RBA) a décidé, le 3 juillet, de laisser son taux directeur inchangé à 2,75 %.

### Nouvelle-Zélande : la croissance économique ralentit

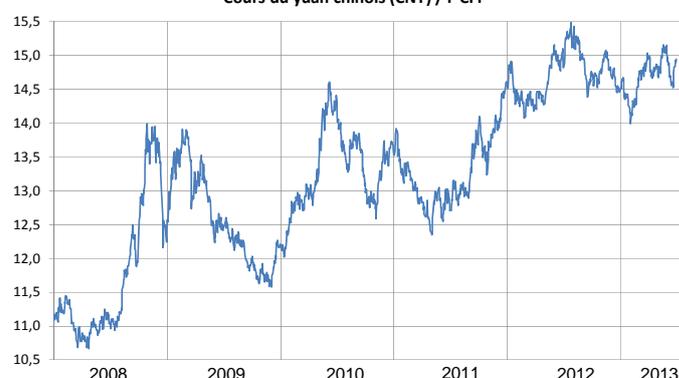
L'activité économique néo-zélandaise a progressé de 0,3 % au premier trimestre, après +1,5 % au trimestre précédent. Ce ralentissement s'explique principalement par la stagnation de la consommation des ménages (+0,4 %, après +1,6 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2012) et le repli de la production du secteur agricole (-4,8 %), particulièrement touché par la sécheresse des premiers mois de l'année. Toutefois, les secteurs des services aux entreprises et de la construction ont contribué à la bonne tenue de l'économie, en hausse respectivement de +3,9 % et +5,5 %.

La Banque centrale néo-zélandaise a décidé, le 13 juin, de laisser son taux directeur inchangé à 2,50 %.

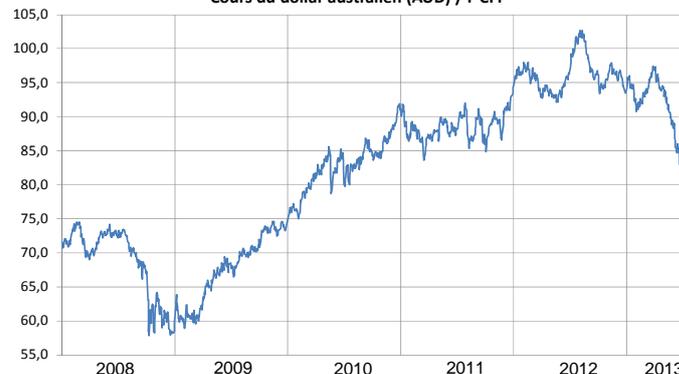
Cours du yen japonais (JPY) / F CFP



Cours du yuan chinois (CNY) / F CFP



Cours du dollar australien (AUD) / F CFP



Cours du dollar neo-zélandais (NZD) / F CFP



## 3 – Brèves économiques locales

### Refonte de la défiscalisation en 2014

Le 27 juin, le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a annoncé à Fort de France le maintien de la défiscalisation pour les PME d'outre-mer. Les critères permettant de définir les entreprises éligibles à la défiscalisation seront présentés ultérieurement. Les entreprises soumises à la fiscalité d'État auront la possibilité de bénéficier d'un crédit d'impôt pour les investissements qu'elles réalisent en Nouvelle-Calédonie.

### Rapport d'activité de la SLN en 2012

La SLN accuse une perte de 4,1 milliards de F CFP sur son résultat net en 2012. Cette perte est principalement due à la baisse des cours de nickel sur l'année (-23 % par rapport à la moyenne de 2011) consécutive à l'augmentation de la production mondiale. La production de son usine atteint 56 447 tonnes en 2012 (+3,8 % par rapport à 2011) et le chiffre d'affaires 91 milliards de F CFP (-11,7 %).

### Comptes administratifs 2012

Le compte administratif de la Province Sud a été voté le 20 juin. Les dépenses s'élèvent à 55,8 milliards de F CFP, dont 76 % pour les dépenses de fonctionnement. Les postes les plus importants concernent l'enseignement (28 % des dépenses totales), la santé et le social (28 %) et l'administration générale (16 %). Les recettes sont de 55,8 milliards, dont 80 % sont apportés par le territoire et l'Etat. La baisse de la masse salariale de 1,2 %, a contribué à la maîtrise des dépenses et à l'obtention d'un compte quasi-équilibré.

La Province Nord a adopté son compte administratif 2012 le 28 juin. Celui-ci présente un résultat bénéficiaire de 17,7 milliards de F CFP qui s'explique par une hausse des recettes, consécutives à l'augmentation des dotations de la part du gouvernement et de la clôture du contrat de développement 2006-2012 avec l'Etat. Les dépenses représentent 45 milliards de F CFP, dont 12,3 milliards destinés à l'investissement (+1,2 milliard par rapport à 2012).

Le résultat de la Province des Îles est également excédentaire de 4,9 milliards de F CFP en 2012 grâce à un report de 5 milliards datant de 2011. Les dépenses ont atteint 18,4 milliards en 2012 dont 3,9 milliards au titre de l'investissement.

### Conseil de surveillance de l'IEOM

Le 11 juin a eu lieu le Conseil de surveillance de l'IEOM en présence de Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France. Le Conseil a procédé à un examen de la situation économique, monétaire et bancaire des trois collectivités d'outre-mer du Pacifique. Il a été décidé d'abaisser le taux de la facilité de dépôt de l'IEOM de 0,25 % à 0,15 %. Pour mémoire, en mai 2013, le taux de réescompte avait été ramené de 0,75 % à 0,50 % et le taux de la facilité de prêt marginal, ainsi que celui de l'escompte de chèques, de 1,50 % à 1 %.

Le gouverneur a par ailleurs réalisé, durant son séjour sur le territoire, une conférence sur le thème de la « situation économique dans le Monde, en Europe et en France » à l'Université de Nouville le 13 juin. Il a également, accompagné des conseillers, visité les 3 usines de production de nickel que compte désormais le territoire, mais aussi une ferme aquacole spécialisée dans la crevetticulture et le complexe touristique en cours de réalisation à Gouaro Deva, à proximité de Bourail. La présentation de zones en plein développement, telles que le triangle Voh-Koné-Pouembout (VKP) ou la ZAC de Dumbéa-sur-Mer, figurait aussi au programme.

### Signature de conventions entre le gouvernement, l'IEOM, Vale et KNS

L'IEOM a été désigné, avec son accord, comme organisme public de notoriété par le Gouvernement le 12 mars. A ce titre, des conventions ont été signées le 11 juin entre le Gouvernement, l'IEOM, Vale Nouvelle-Calédonie et Koniambo Nickel SAS afin de définir les clauses de mise en œuvre et les modalités pratiques du calcul annuel de la valeur actuelle nette cumulée de l'investissement pour les entreprises du secteur nickel.

### Suppression des péages de Koutio et Tina

La Présidente de la Province Sud, Cynthia Ligeard, a annoncé la suppression au 1<sup>er</sup> janvier 2014 des péages routiers de Koutio et Tina qui rapportent 1,6 milliard par an. Cette décision intervient grâce à l'amélioration du compte administratif 2012 de la Province Sud.

### Holcim devient Tokuyama

La multinationale suisse Holcim a décidé de vendre l'unique cimenterie calédonienne au groupe japonais Tokuyama. Cette opération fait partie d'un plan de désinvestissement sélectif, notamment en raison de l'isolement de Holcim Nouvelle-Calédonie par rapport aux autres actifs détenus par le groupe. L'entreprise prendra le nom de Tokuyama Nouvelle-Calédonie S.A.

### Publications

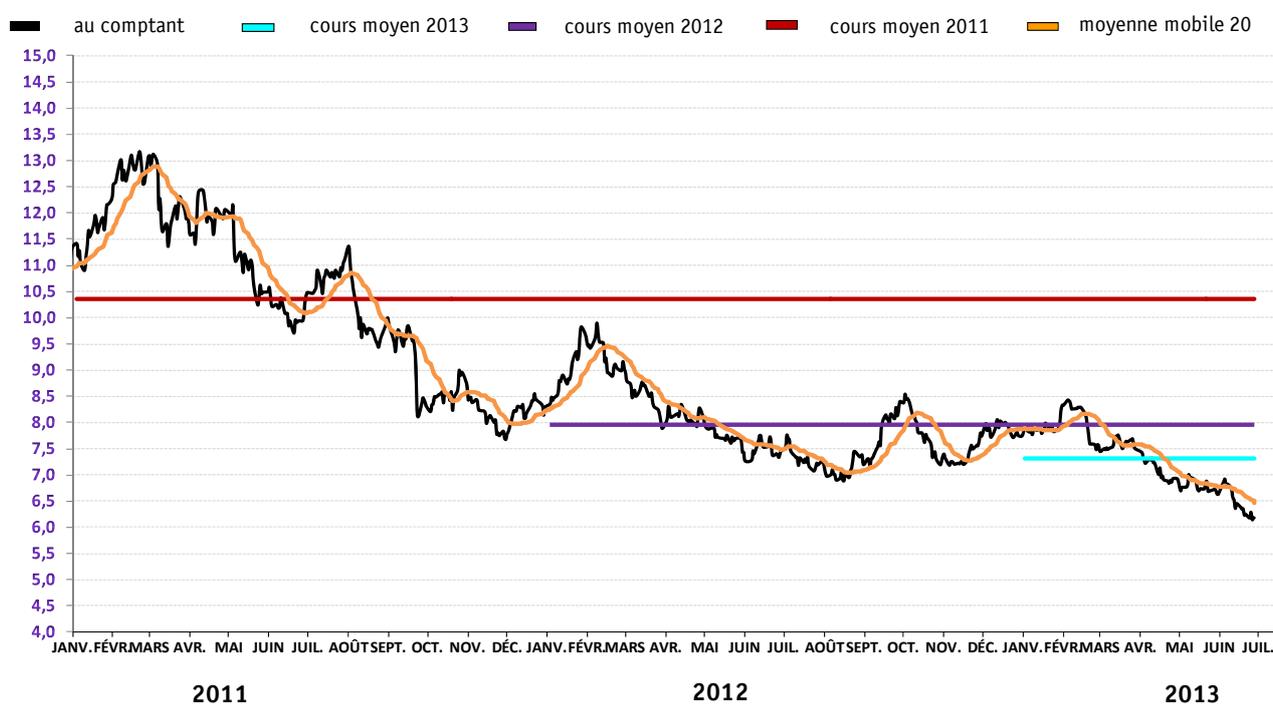
L'IEOM a publié les Infos Financières pour le 1er trimestre 2013, en téléchargement gratuit en cliquant sur le lien : [http://www.ieom.fr/IMG/pdf/infos\\_financieres\\_evolution\\_monetaires\\_1t2013\\_nouvelle-caledonie.pdf](http://www.ieom.fr/IMG/pdf/infos_financieres_evolution_monetaires_1t2013_nouvelle-caledonie.pdf)

## 4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		juin-13	105,3	0,1%	1,7%
Nombre de demandeurs d'emploi		mai-13	5 985	-9,0%	2,6%
<b>COMMERCE EXTERIEUR</b> (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	avr.-13	12 076	6,5%	1,4%
	cumulées	avr.-13	45 890	-	7,3%
Importations	mensuelles	avr.-13	23 264	10,8%	-4,3%
	cumulées	avr.-13	93 735	-	-5,5%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
<b>NICKEL</b>					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		juin-13	6,47	-4,6%	-13,7%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		juin-13	585	-6,1%	-18,0%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	avr.-13	371	44,2%	20,6%
	cumulées	avr.-13	1 204	-	6,3%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	avr.-13	6 087	10,1%	-4,8%
	cumulées	avr.-13	22 260	-	-4,9%
<b>TOURISME</b>					
• Touristes débarqués	mensuels	avr.-13	7 998	-5,7%	-3,6%
	cumulés	avr.-13	32 287	-	-5,1%
• Nuitées	mensuels	avr.-13	48 501	-2,1%	-7,2%
	cumulés	avr.-13	193 810	-	-10,5%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		avr.-13	58%	+ 1,4 pt	- 3,2 pts
• Croisiéristes	cumulés	mars-13	84 679	-	4,0%
<b>BTP</b>					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	juin-13	9 465	-11,7%	-1,2%
	cumulées	juin-13	60 586	-	2,6%
• Index BT 21 (p)		mai-13	101,66	0,2%	2,7%
• IRL (p)		mai-13	118,95	0,2%	3,2%
<b>CREVETTES</b>					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	juin-13	157	ns	-17,4%
	cumulées	juin-13	633	-	16,6%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	juin-13	236	ns	-15,4%
	cumulées	juin-13	962	-	25,1%
<b>COMMERCE AUTOMOBILE</b>					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	juin-13	608	10,5%	-9,3%
	cumulées	juin-13	3 342	-	-10,1%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

### ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse monétaire

en millions de F CFP	mai-11	mai-12	mai-13	var 12/11	var 13/12
Circulation fiduciaire	14 414	15 682	17 063	8,8%	8,8%
Dépôts à vue	230 353	228 325	243 563	-0,9%	6,7%
<b>Total M1</b>	<b>244 767</b>	<b>244 007</b>	<b>260 626</b>	<b>-0,3%</b>	<b>6,8%</b>
M2-M1	97 389	101 334	107 687	4,1%	6,3%
<b>Total M3</b>	<b>528 670</b>	<b>529 997</b>	<b>585 563</b>	<b>0,3%</b>	<b>10,5%</b>

### Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	mars-11	mars-12	mars-13	var 12/11	var 13/12
Entreprises	406 139	430 054	454 194	5,9%	5,6%
Ménages	367 616	392 568	404 716	6,8%	3,1%
Collectivités locales	47 130	60 356	64 453	28,1%	6,8%
Autres agents de CCB non ventilés	14 807	15 273	15 304	3,1%	0,2%
<b>Total encours sain</b>	<b>835 693</b>	<b>898 251</b>	<b>938 667</b>	<b>7,5%</b>	<b>4,5%</b>
Créances douteuses brutes	17 467	18 922	19 954	8,3%	5,5%
<b>Total encours brut</b>	<b>853 160</b>	<b>917 173</b>	<b>958 621</b>	<b>7,5%</b>	<b>4,5%</b>

### Interdits bancaires

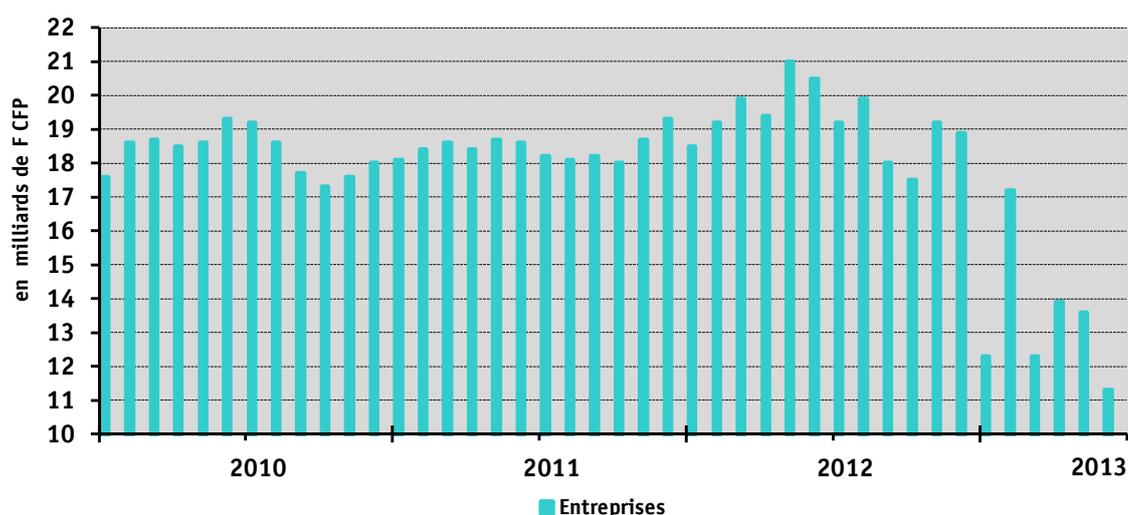
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Interdits bancaires	stock	juin-13	7 705	0,3%	10,5%
	dont personnes physiques	juin-13	6 850	0,2%	10,8%
	dont personnes morales	juin-13	855	1,5%	8,8%

### Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
	Cotes valides	juin-13	15 615	0,2%	5,3%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	juin-13	4 796	1,7%	0,8%

### Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	juin-13	11,3	-16,8%	-44,7%



## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	Var .
Indice des prix à la consommation	juin	103,52	105,25	1,7%
<b><u>Entreprises</u></b>				
nb d'entreprises (a)	juin	55 516	56 744	2,2%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	juin	49 363	50 119	1,5%
créations d'entreprises	déc*	5 115	5 134	0,4%
cessations d'entreprises (p)	déc*	2 846	3 121	9,7%
liquidations judiciaires (nb)	mars	29	16	-44,8%
redressements judiciaires (nb)	mars	20	18	-10,0%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juin	786	855	8,8%
ventes de ciment local (tonnes)	juin	58 986	60 519	2,6%
importations de ciment (tonnes)	juin	43	67	56,1%
total ciment (tonnes)	juin	59 029	60 586	2,6%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	juin	16 582	7 175	-56,7%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	juin	4 316	3 287	-23,8%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	juin	1 692	1 995	17,9%
<b><u>Ménages</u></b>				
emploi salarié (nb)	mars	89 228	90 218	1,1%
dont secteur privé	mars	64 623	65 112	0,8%
dont secteur public	mars	24 605	25 106	2,0%
demandes d'emploi de fin de mois	mai	5 836	5 985	2,6%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	mai	6 769	6 652	-1,7%
chômeurs indemnisés	mai	1 719	2 044	18,9%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F FCFP)	mai	887,6	899,3	1,3%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	juin	6 184	6 850	10,8%
décisions retraits cartes bancaires	juin	1 717	1 509	-12,1%
incidents paiements sur chèques	juin	18 306	19 804	8,2%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	juin	3 719	3 342	-10,1%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	juin	8 085	7 601	-6,0%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	juin	17 267	16 424	-4,9%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	juin	8 357	8 491	1,6%
<b><u>Echanges</u></b>				
nombre de touristes	avr	34 026	32 287	-5,1%
nombre de croisiéristes	mars	81 422	84 679	4,0%
taux d'occupation moyen depuis le 1 <sup>er</sup> janvier des hôtels de Nouméa	avr	58,3%	55,7%	-2,6 pts
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	juin	8,35	7,31	-12,4%
cours du nickel au LME en \$/lb	juin	7,50	6,47	-13,7%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	avr	1 133	1 204	6,3%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	avr	5 775	5 475	-5,2%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	avr	23 414	22 260	-4,9%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	avr	35 180	30 479	-13,4%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	avr	243	293	20,6%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	avr	339	442	30,4%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	avr	41 294	36 395	-11,9%
part de ces produits dans le total des exportations	avr	96,5%	79,3%	-17,2 pts
total des importations (M FCFP)	avr	99 156	93 735	-5,5%
total des exportations (M FCFP)	avr	42 776	45 890	7,3%
taux de couverture	avr	43,14%	48,96%	5,8 pts
recettes douanières (M FCFP)	avr	15 737	15 165	-3,6%
<b><u>Indicateurs financiers (M de FCFP)</u></b>				
Dépôts à vue	mai	228 325	243 563	6,7%
M1	mai	244 007	260 626	6,8%
M2	mai	345 341	368 313	6,7%
Dépôts à termes	mai	184 615	217 209	17,7%
M3	mai	529 997	585 563	10,5%
P1	mai	3 928	3 677	-6,4%
coût du crédit aux entreprises- court terme	janv	5,49%	5,28%	-0,21 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	janv	4,25%	4,53%	0,28 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	janv	4,64 %	4,68 %	0,04 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels >181 920 F CFP	janv	6,79 %	7,65 %	0,86 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	mars	917 173	958 621	4,5%
<b><u>Ménages</u></b>	mars	392 568	404 716	3,1%
dont crédits à la consommation	mars	71 520	73 463	2,7%
dont crédits à l'habitat	mars	314 870	325 125	3,3%
<b><u>Entreprises</u></b>	mars	430 054	454 194	5,6%
dont crédits d'exploitation	mars	81 016	84 093	3,8%
dont crédits d'investissement	mars	227 076	239 880	5,6%
dont crédits à la construction	mars	109 043	114 391	4,9%
<b><u>Collectivités locales</u></b>	mars	60 356	64 453	6,8%
dont d'investissement	mars	56 729	62 268	9,8%
<b><u>Autres agents de CCB non ventilés</u></b>	mars	15 273	15 304	0,2%
<b><u>créances douteuses brutes</u></b>	mars	18 922	19 954	5,5%
taux de créances douteuses brutes	mars	2,1%	2,1%	0,0 pt
ensemble des actifs financiers	mars	646 682	702 052	8,6%
Ménages	mars	346 223	360 551	4,1%
Sociétés	mars	208 972	232 726	11,4%
Autres agents	mars	91 486	108 775	18,9%
<b><u>dont assurances-vie</u></b>	mars	101 270	103 541	2,2%

(p) : provisoire (a) : actualisé

\*2011/2012

## 2 – Actualité régionale

---

### L'UE accorde 31.5 milliards d'euros pour la coopération au développement de la région ACP

Le Conseil des ministres des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et de l'UE a approuvé plus de 31,5 milliards d'euros de financement pour la coopération au développement de l'UE avec les pays ACP pour la période 2014-2020. Plus de 75 % de cette enveloppe, destinée à combattre la pauvreté et à promouvoir une croissance durable dans les pays ACP, sera allouée aux financements de programmes nationaux individuels et de programmes de coopération régionale. 1,13 milliard d'euros serviront à financer la facilité d'investissement gérée par la Banque européenne d'investissement. Ces fonds seront principalement utilisés afin de promouvoir le secteur public dans ces pays. La programmation du 11<sup>e</sup> FED est actuellement en cours de réflexion.

### Les îles Tonga profiteront prochainement du haut débit

Le navire câblé Île de Ré de la société Alcatel-Lucent, spécialiste mondial en matière de pose et d'entretien de câbles sous-marins à fibre optique, se prépare à relier les îles Tonga au Southern Cross (déjà installé par Alcatel-Lucent dans les années 90) passant à Fidji, pour amener le haut débit à l'archipel voisin dans le cadre de l'intégration régionale des îles du Pacifique. La liaison se fera entre les villes de Suva et Nuku'alofa séparées par une distance d'environ 800 km et devrait être opérationnelle avant fin 2013. Le projet, d'un montant de 3,1 milliards de F CFP, est cofinancé par la Banque mondiale (1,6 milliard de F CFP), la Banque asiatique de développement (890 millions de F CFP) et le gouvernement tongien (606 millions de F CFP). Alcatel-Lucent a déjà prévu la pose de deux nouvelles bretelles, reliant le Southern Cross à Suva (Fidji) au Vanuatu ainsi qu'aux îles Salomon dont une partie du financement sera apportée par la Banque asiatique de développement.

### Fidji souhaite créer une banque alimentaire pour lutter contre la pauvreté

Le gouvernement fidjien a évoqué son intention d'étudier la faisabilité d'une banque alimentaire afin de réduire la pauvreté à un niveau « négligeable ». Une première table ronde consacrée à ce sujet s'est tenue fin juin à Suva en vue de la création de cette banque. Elle permettrait, parallèlement aux initiatives gouvernementales existantes, de

fournir un filet de sécurité aux familles les plus défavorisées. Conjointement aux ministères de la Santé et des Affaires Sociales, le gouvernement fidjien a fait appel aux différentes ONG et entreprises agroalimentaires pour mener à bien ce projet. Des fondations privées telles que la Fondation Vodafone-Amalgamated Telecom of Fiji (ATH), qui regroupe les plus grands opérateurs de téléphonie de l'archipel, devraient également participer à la création de cette banque alimentaire.

## 3 – Brèves locales

---

### Réunion économique de l'IEOM à Wallis-et-Futuna

Le lundi 17 juin s'est tenue à l'IEOM de Wallis-et-Futuna une réunion économique en présence du Directeur Général, du Directeur et de membres du Conseil de Surveillance ainsi que de personnalités locales dont le Préfet, la Présidente de l'Assemblée territoriale et le Payeur. Divers acteurs économiques représentatifs de secteurs d'activité étaient également associés. Cette réunion a permis de faire un point sur l'actualité économique dans l'outre-mer français et particulièrement les COM du Pacifique. La situation économique du Territoire a été analysée et complétée par une présentation du chantier événement se rapportant à l'organisation en septembre prochain des Mini-Jeux du Pacifique. La discussion s'est par la suite engagée entre les différents acteurs présents sur le thème du développement économique et des conditions nécessaires à l'émergence d'un tissu économique d'entreprises sur le Territoire. La question de la difficulté d'accès au crédit dans le contexte particulier de Wallis-et-Futuna a par ailleurs été largement évoquée.

### *Session administrative de l'Assemblée territoriale*

Le 26 juin, a été marquée par l'ouverture de la session administrative de l'Assemblée territoriale. Une douzaine de dossiers étaient à l'ordre du jour et ont été depuis adoptés, parmi lesquels, le budget supplémentaire, l'évolution statutaire du port de commerce de Mata'Utu, la rénovation de la centrale hydroélectrique de Futuna, le projet de téléphonie mobile, le contrat social 2014-2017, les mesures de lutte contre la vie chère (tarification de l'électricité, rachat de l'énergie photovoltaïque, etc). Le projet de création d'une fourrière animale a été reporté à la session budgétaire. Lors de son intervention la Présidente de l'Assemblée territoriale, Mme Nivaleta ILOAI, a insisté sur l'importance de la bonne organisation des Mini-Jeux du Pacifique pour l'image du Territoire dans les différents pays de retransmission de l'évènement sportif.

### *Le rapport de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) remis au ministre des Outre-mer*

Le prix de l'électricité sur le Territoire est cinq fois plus cher qu'en Métropole. L'énergie locale est produite à base de pétrole dont les prix ont considérablement augmenté lors de la dernière décennie. Le rapport de la CRE remis le 14 juin à Victorin Lurel, ministre des Outre-mer, propose des pistes pour remédier à ce facteur de « vie chère ». Le ministre des Outre-mer, sur la base de ce rapport, s'est fixé comme objectif de réduire sensiblement la facture énergétique des familles les plus nécessiteuses (environ 1 000 foyers) et de la faire baisser de 30 % pour les 2 000 à 3 000 foyers résiduels. Le rapport préconise par ailleurs l'optimisation de la chaîne pétrolière, mais aussi le développement des énergies renouvelables et la refonte de la tarification appliquée par EEWF.

### *Le Ministère de l'Outre-mer apporte un soutien financier au Comité organisateur des Mini-Jeux du Pacifique*

Une subvention exceptionnelle de 18 millions de F CFP a été attribuée par le Ministère de l'Outre-mer au Comité organisateur des Mini-Jeux du Pacifique afin de faire venir, par voie maritime, des équipements sportifs en provenance de Nouvelle-Calédonie. Cette aide financière permettra au Territoire de profiter d'une batterie d'équipements sportifs utilisés lors des Jeux du Pacifique en 2011. Ces derniers sont néanmoins destinés à être restitués à la Nouvelle-Calédonie une fois les Mini-Jeux achevés.

### *Publications*

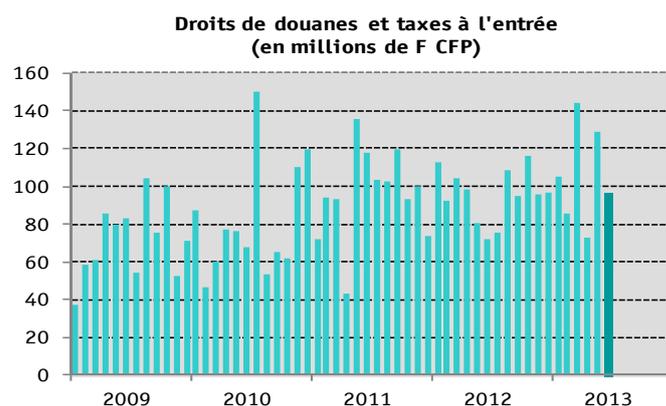
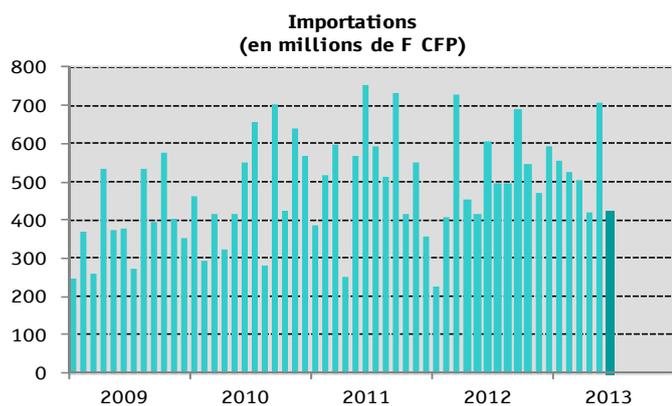
L'IEOM vient de publier le rapport annuel 2012 de Wallis-et-Futuna. Celui-ci est téléchargeable sur notre site internet : [http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ra2012\\_wallis-et-futuna.pdf](http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ra2012_wallis-et-futuna.pdf)

## 4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>		1T 13	115,22	-	3,8%
<b>SMIG mensuel en XPF</b>		juil-13	89 149	-	3,5%
<b>Nombre d'emplois salariés</b>		déc-12	2 087	-	3,0%
<b>Échanges extérieurs (millions de XPF)</b>					
Importations	mensuelles	juin-13	426	-39,5%	-29,8%
	cumulées	juin-13	3 137	-	10,6%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	juin-13	97	-24,8%	34,4%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	juin-13	634	-	13,1%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	juin-13	210	-	-5,1%

<b>SECTEURS D'ACTIVITÉ</b>			Données brutes	▲/mois	▲/an
<b>Énergie</b>					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	juin-13	1 641	4,7%	9,3%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	juin-13	565	-8,2%	-6,1%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	juin-13	140	-8,9%	-7,4%
<b>Transports</b>					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	juin-13	nc	-	-
	cumulé	juin-13	nc	-	-
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	juin-13	nc	-	-
	cumulé	juin-13	nc	-	-
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	juin-13	6	20,0%	50,0%
	cumulées	juin-13	27	-	42,1%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	juin-13	10	0,0%	-23,1%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile  
nc : non communiqué



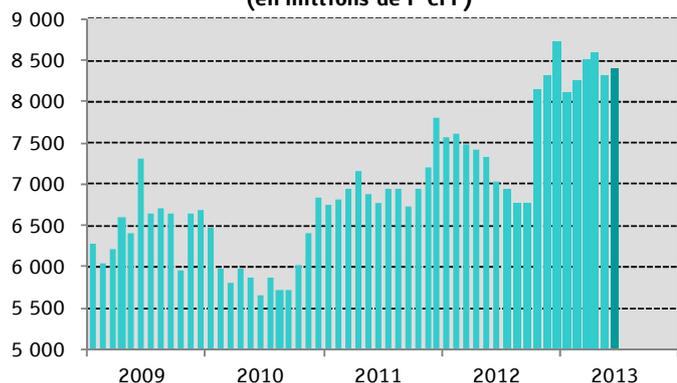
## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse Monétaire

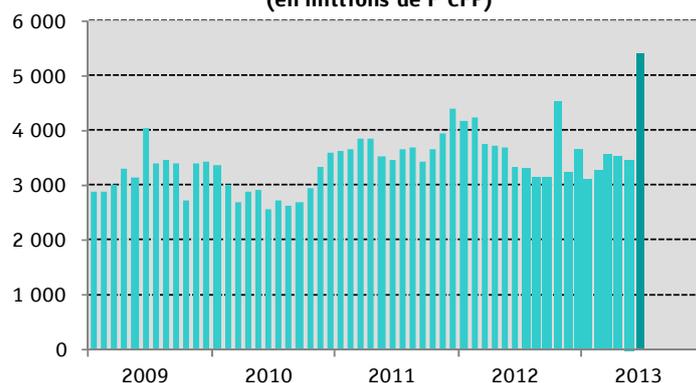
Rebond de la masse monétaire et forte hausse des dépôts à vue

en millions de F CFP	juin-12	mai-13	juin-13	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 171	2 157	2 139	-0,8%	-1,5%
Dépôts à vue	3 321	3 448	5 406	56,8%	62,8%
<b>Total M1</b>	<b>5 492</b>	<b>5 605</b>	<b>7 545</b>	<b>34,6%</b>	<b>37,4%</b>
M2-M1	551	524	448	-14,5%	-18,6%
<b>Total M3</b>	<b>7 028</b>	<b>8 321</b>	<b>8 405</b>	<b>1,0%</b>	<b>19,6%</b>

Masse monétaire  
(en millions de F CFP)



Dépôts à vue  
(en millions de F CFP)



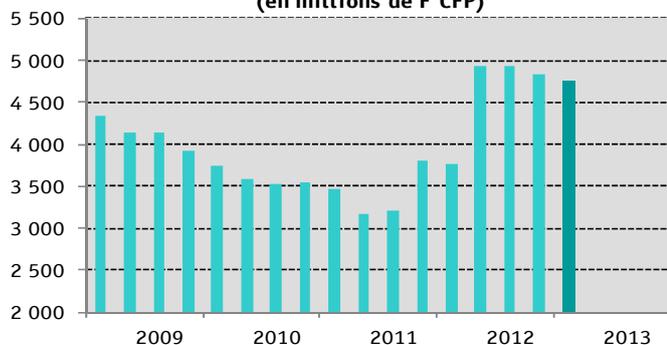
### Concours de caractère bancaire

Hausse des crédits à l'équipement\*

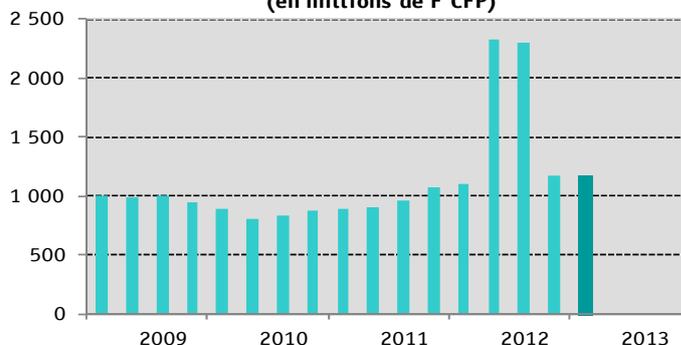
en millions de F CFP	mars-11	mars-12	mars-13	▲/an
Crédits de trésorerie	890	1 104	1 169	6,0%
Crédits à l'équipement	1 202	1 489	2 323	56,0%
Crédits à l'habitat	341	435	467	7,2%
Autres crédits	269	230	324	40,7%
Total encours sain	2 703	3 258	4 283	31,5%
Créances douteuses brutes	774	514	473	-7,8%
<b>Total encours brut</b>	<b>3 477</b>	<b>3 772</b>	<b>4 757</b>	<b>26,1%</b>

\*Intégration des concours d'un établissement (1,09 milliard de F CFP) qui n'était pas repris antérieurement.

Encours de crédits bruts  
(en millions de F CFP)



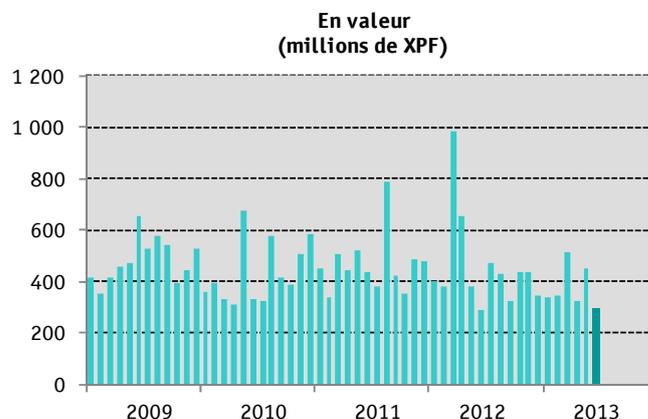
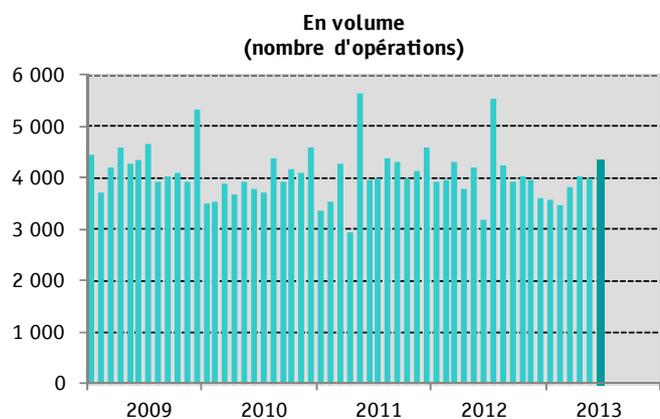
Encours de crédits de trésorerie  
(en millions de F CFP)



## Compensation

### Augmentation des opérations de compensation en nombre

	juin-12	mai-13	juin-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 175	4 000	4 328	23 200	8,2%	36,3%
Compensation (en millions de CFP)	290	453	297	2 280	-34,5%	2,4%



## Incidents bancaires

### Net recul des incidents bancaires

en nombre	mai-12	avr-13	mai-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	107	73	42	280	-42,5%	-60,7%
Retraits de cartes bancaires	2	4	0	12	-100,0%	-100,0%

## Interdits bancaires

### Diminution du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	mai-12	avr-13	mai-13	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>418</b>	<b>372</b>	<b>364</b>	<b>-2,2%</b>	<b>-12,9%</b>
- dont personnes physiques	405	362	354	-2,2%	-12,6%
- dont personnes morales	13	10	10	0,0%	-23,1%

## Cotation

### Accroissement du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM

en nombre	juin-12	mai-13	juin-13	▲/mois	▲/an
<b>Cotes valides</b>	<b>29</b>	<b>44</b>	<b>45</b>	<b>2,3%</b>	<b>55,2%</b>
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	8	16	17	6,3%	112,5%

## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	2013	▲/an
<b>Indicateurs économiques</b>					
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	1T	106,07	111,02	115,22	3,8%
<b>Entreprises</b>					
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mai	10	13	10	-23,1%
importations de biens d'équipement (M XPF)	juin	474	346	473	36,5%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	juin	84	20	39	-
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	juin	9	4	5	25,0%
<b>Ménages</b>					
emploi salarié (nb)	décembre	2 027	2 087	-	3,0%
dont secteur privé	décembre	841	841	-	0,0%
dont secteur public	décembre	1 186	1 246	-	5,1%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	juillet	486	510	528	3,5%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	mai	379	405	354	-12,6%
décision retrait cartes bancaires	mai	2	2	0	-100,0%
incidents paiements sur chèques	mai	77	107	42	-60,7%
importations de produits alimentaires (M XPF)	juin	849	720	861	19,6%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	juin	421	423	438	3,5%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	juin	143	171	161	-6,2%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	juin	4	9	5	-44,4%
<b>Échanges extérieurs en millions de XPF</b>					
importations	juin	3 072	2 837	3 137	10,6%
exportations	juin	-	-	-	-
recettes douanières	juin	770	788	850	7,8%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée (millions de XPF)	juin	556	560	634	13,1%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	juin	206	221	210	-5,1%
<b>Indicateurs financiers</b>					
<b>La masse monétaire</b>					
Dépôts à vue	juin	3 451	3 321	5 406	62,8%
M1	juin	5 530	5 492	7 545	37,4%
M2	juin	6 120	6 043	7 993	32,3%
Dépôts à terme	juin	652	985	412	-58,2%
<b>M3</b>	juin	<b>6 772</b>	<b>7 028</b>	<b>8 405</b>	<b>19,6%</b>
<b>Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues</b>					
Ménages	mars	1 253	1 420	1 533	7,9%
<i>dont crédits à la consommation</i>	mars	911	1 121	1 192	6,3%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	mars	341	299	341	14,0%
Entreprises	mars	1 051	1 486	2 466	65,9%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	mars	112	71	81	14,8%
<i>dont crédits d'investissement</i>	mars	896	1 216	2 084	71,3%
Collectivités locales	mars	306	273	240	-12,2%
Autres agents et CCB non ventilés	mars	94	79	45	-43,6%
créances douteuses brutes	mars	774	514	473	-7,8%
taux de créances douteuses	mars	22,3%	13,6%	10,0%	-3,6 pt
<b>Ensemble des actifs financiers</b>					
Ménages	mars	3 036	3 023	3 022	-0,1%
<i>dont assurances-vie</i>	mars	923	919	953	3,7%
Sociétés	mars	1 434	1 860	1 640	-11,8%
Autres agents	mars	3 886	3 678	3 886	5,7%

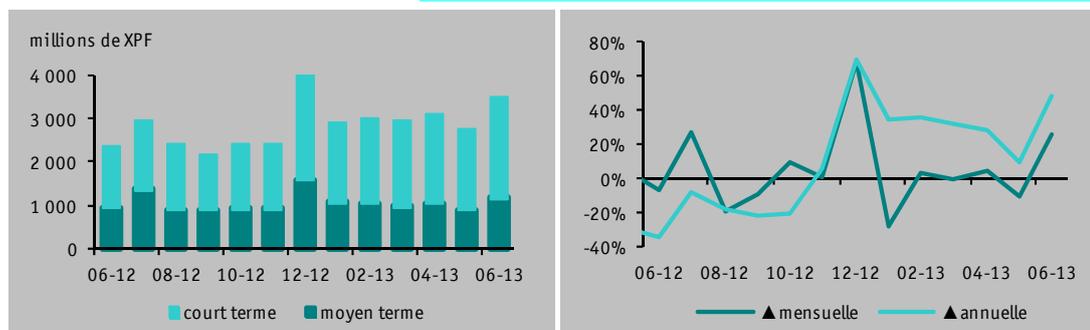
Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWF, SWAFEP, Aviation civile

## 2 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Refinancement des établissements de crédit

Forte hausse du refinancement en juin

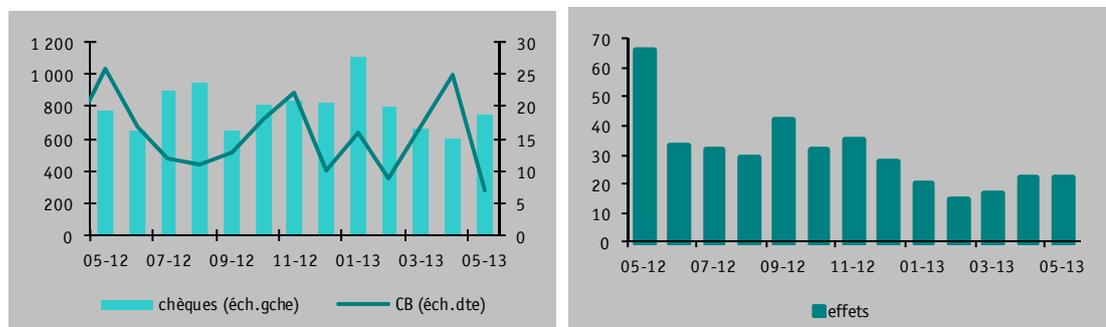
en millions de F CFP	juin-12	mai-13	juin-13	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 435	1 899	2 337	23,1%	62,9%
Utilisations à moyen terme	914	870	1 144	31,4%	25,2%
<b>Refinancement total</b>	<b>2 349</b>	<b>2 770</b>	<b>3 481</b>	<b>25,7%</b>	<b>48,2%</b>



### Incidents de paiement

Hausse des incidents de paiement

en nombre	mai-12	avr-13	mai-13	▲/mois	▲/an
<b>Incidents de paiement :</b>	<b>656</b>	<b>652</b>	<b>783</b>	<b>20,1%</b>	<b>19,4%</b>
- sur chèques	618	605	754	24,6%	22,0%
- sur effets	22	22	22	0,0%	0,0%
- retraits de cartes bancaires	16	25	7	-72,0%	-56,3%



### Interdits bancaires

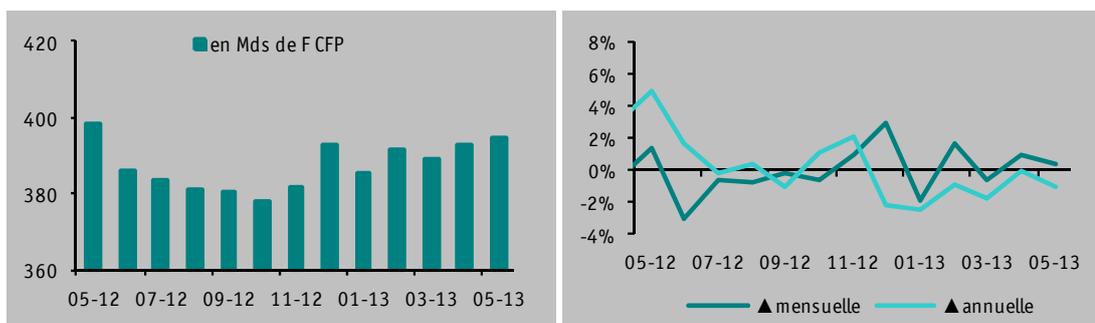
Légère hausse des interdictions bancaires en mai

en nombre	mai-12	avr-13	mai-13	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>3 605</b>	<b>3 407</b>	<b>3 430</b>	<b>0,7%</b>	<b>-4,9%</b>
- dont personnes physiques	3 145	2 941	2 960	0,6%	-5,9%
- dont personnes morales	460	466	470	0,9%	2,2%

### Masse monétaire

Forte progression des dépôts à terme sur le mois

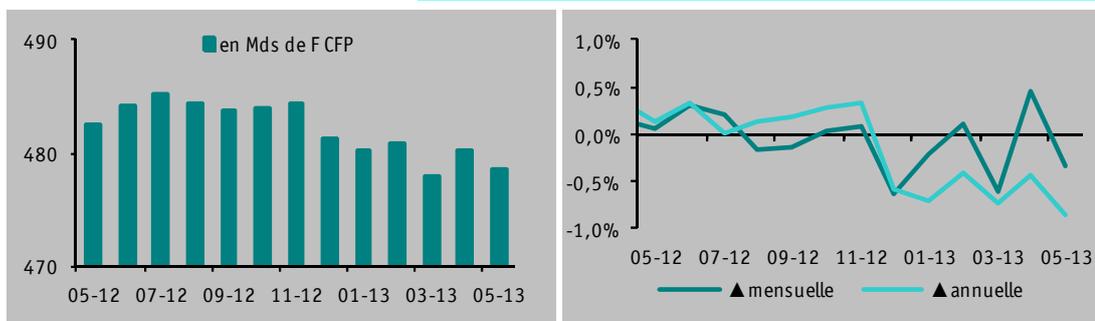
en millions de F CFP	mai-12	avr-13	mai-13	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	15 211	15 104	15 092	-0,1%	-0,8%
Dépôts à vue	154 725	155 625	152 249	-2,2%	-1,6%
Comptes sur livrets	99 339	99 636	98 613	-1,0%	-0,7%
Comptes d'épargne logement	346	407	408	0,3%	18,0%
Dépôts à terme	126 594	120 088	126 020	4,9%	-0,5%
Autres	2 143	2 064	2 020	-2,1%	-5,7%
<b>Total M3</b>	<b>398 358</b>	<b>392 924</b>	<b>394 403</b>	<b>0,4%</b>	<b>-1,0%</b>



### Concours des banques locales à l'économie

#### Tassement de l'encours global des crédits en mai

en millions de F CFP	mai-12	avr-13	mai-13	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	125 579	126 189	122 142	-3,2%	-2,7%
Crédits d'équipement	65 810	65 871	65 606	-0,4%	-0,3%
Crédits à l'habitat	161 289	163 707	163 831	0,1%	1,6%
Autres crédits	70 749	67 817	65 894	-2,8%	-6,9%
Créances dout. brutes	59 167	56 569	61 033	7,9%	3,2%
<b>Total CCB</b>	<b>482 593</b>	<b>480 152</b>	<b>478 504</b>	<b>-0,3%</b>	<b>-0,8%</b>



## 3 – Brèves économiques locales

### Finances publiques : réforme fiscale

#### Augmentation de la fiscalité

Le 13 juillet 2013, l'Assemblée de Polynésie française (APF) a adopté la loi du Pays portant modification du code des impôts. Le montant total des recettes nouvelles attendues est estimé à 9,6 milliards de F CFP.

Les particuliers sont concernés par la modification de l'assiette de la contribution territoriale sociale (CST), portée à 3,5 % pour les rémunérations comprises entre 250 et 350 000 F CFP, par la revalorisation du taux de la TVA sur les services de 10 à 13 % et de la taxation sur l'alcool et du tabac d'environ 10 %. Ces hausses devraient intervenir le 1<sup>er</sup> octobre 2013, à l'exception de celles sur l'alcool et le tabac, applicables dès le 1<sup>er</sup> août.

La fiscalité des entreprises s'inscrit également en progression. Parmi celles-ci, les taxes sur le produit net bancaire et les activités d'assurance passent de 3 à 4 % au 1<sup>er</sup> janvier 2014. En outre, la taxe sur les grandes surfaces commerciales, délaissée en 2006, est réactivée : y seront assujetties les commerces d'une superficie supérieure au seuil déterminé (800 m<sup>2</sup> Tahiti et 600 m<sup>2</sup> dans les autres îles).

#### Nouveau collectif budgétaire entériné

Le nouveau collectif budgétaire modifie le budget général de la Polynésie française voté en décembre dernier. La mise en œuvre de la réforme fiscale et la réallocation de diverses lignes budgétaires permet au gouvernement de dégager une marge d'autofinancement de 2 milliards de F CFP. Ainsi, la baisse des subventions aux satellites du Pays (OPH, TNTV, etc.) permet d'économiser 500 millions de F CFP.

Le plan de redressement du gouvernement prévoit la création de deux fonds. Le premier, pour l'investissement et la garantie de la dette, doit être financé par l'apport de 4 milliards de dividendes de l'OPT en 2013 et, à partir de 2014, par l'affectation des nouvelles taxes sur les entreprises (cf. supra). Le second, pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté, sera abondé par une partie de la taxe sur les carburants et des reliquats de report du budget 2012.

## Finances publiques : collectivités locales

### Déblocage de fonds en réparation des dégâts causés par les fortes pluies survenues aux Marquises

A la suite des intempéries intervenues le 6 juin aux Marquises, le Conseil des ministres extraordinaire du 20 juin a libéré 215 millions de F CFP pour couvrir le coût des réparations des dégâts ainsi que pour les travaux en cours : 60 millions de F CFP seront destinés aux ouvrages routiers et 155 millions de F CFP aux travaux de défense contre les eaux.

### Accord d'un crédit de 400 millions de F CFP de l'AFD à la commune de Papeete

Le jeudi 4 juillet, la commune de Papeete et l'Agence Française de Développement (AFD) ont signé une convention de crédit d'un montant 400 millions de F CFP. Ce prêt, à taux d'intérêt bonifié, se couple à des subventions du Pays dans le cadre du financement du budget d'investissement de la commune pour l'année 2013. Les projets envisagés sont notamment la rénovation du Marché Municipal, estimée à 46 millions de F CFP et subventionnée à hauteur de 19 millions par le Pays, et aussi d'importants aménagements urbains et des travaux de constructions d'équipements de proximité.

## Tourisme

### Arrivée d'un voilier de croisière prévue pour mai 2014

La compagnie Windstar Cruises a confirmé la venue pour mai 2014 du *Wind Spirit*, sister-ship du *Wind Song*, victime d'un incendie en rade de Papeete en décembre 2002. Le voilier devrait rester trois ans dans les eaux polynésiennes pour opérer des croisières vers les Iles Sous-le-Vent au départ de Papeete.

### Rachat de l'hôtel White Sand Beach par un groupe hôtelier local

Fermé depuis plusieurs semaines à la suite d'une liquidation judiciaire, l'hôtel White Sand Beach, situé à Fakarava (Tuamotu), a été racheté par le groupe d'hôtellerie Wane pour 155 millions de F CFP. Sa réouverture n'interviendra qu'après étude du type de projet et de standing à y développer.

### Rachat du Sofitel Maeva Beach par le Pays

Le Groupe Accor a accepté l'offre de rachat, par le Pays, du Sofitel Maeva Beach, fermé le 30 novembre 2012, en raison de lourdes pertes financières résultant de la baisse de la fréquentation hôtelière et de la hausse des coûts d'entretien. Ce rachat, d'un montant de 950 millions de F CFP, pourrait déboucher sur un projet d'aménagement touristique global de 80 milliards de F CFP sur une surface de 52 hectares, le Mahana Beach.

## Ressources marines

### Financement de la biodiversité marine

Dans le cadre du Contrat de projets, l'Etat et le Pays ont signé, le 14 juin, une convention pour le projet BioPolyVal, prévu sur deux ans. D'un montant de 21 millions de F CFP, financé à parité par les deux partenaires, il vise à étudier, structurer et préparer la filière de valorisation des ressources naturelles en Polynésie française, en commençant par identifier les espèces et la caractérisation de leur composition chimique.

## Téléphonie mobile

### Lancement de la commercialisation des offres de Vodafone

Le 18 juin 2013, Vodafone a inauguré l'ouverture de sa première boutique à Papeete. Après plusieurs années de monopole, la concurrence s'installe sur le marché de la téléphonie mobile. Vodafone Polynésie espère conquérir 80 000 clients grâce aux tarifs proposés.

## **4 – Brèves économiques régionales**

---

### Australie : marché du travail

#### Stabilisation de l'emploi en mai

Sur le mois, l'emploi augmente de 1 100 personnes (cvs) ; la contraction des emplois à plein temps (-5 300 après +29 800 en avril) est plus que compensée par les emplois à temps partiel (+6 400, après +15 300). Le taux de chômage retombe à 5,5 % (5,6 % en avril 2013).

La croissance du nombre annuel d'emplois atteint 124 500, soit une moyenne de 10 400 par mois. Cependant, la tendance s'accélère depuis le début de 2013 et la création moyenne par mois est de 19 900.

### Australie : demande intérieure

#### Stagnation des ventes de détail en mai

Les ventes de détail ont enregistré +0,1 % (cvs) en mai. Elles ont été révisées à la baisse en mars (-0,6 %) et en avril (-0,1 %), alors qu'elles montraient une croissance solide les deux premiers mois de l'année (+1,2 % en janvier et +1,3 % en février).

Sur le mois de mai, les plus fortes contributions à la hausse proviennent des « produits divers » (+0,8 %) et de l'alimentaire (+0,2 %). A contrario, ceux qui ont le plus pesé à la baisse sont les cafés et restaurants (-0,6 %) et les articles ménagers (-0,3 %).

### Nouvelle-Zélande : croissance économique

#### Progression de 0,3 % du PIB au premier trimestre 2013

Après +1,5 % au dernier trimestre 2012, le PIB de la Nouvelle-Zélande s'accroît de seulement 0,3 %, en deçà des prévisions des analystes. Les plus fortes hausses sont à mettre au crédit des secteurs de la construction (+5,5 %) et des services aux entreprises (+3,9 %). A l'inverse, le secteur primaire se replie de 4,7 %.

En rythme annuel, le PIB enregistre +2,4 % sur le trimestre (+3,2 % au quatrième trimestre 2012), soutenu par la construction (+17,1 %).

### Nouvelle-Zélande : commerce extérieur

#### Baisse concomitante des exportations et des importations en mai

En mai 2013, les exportations diminuent de 7,8 % en glissement annuel, emmenées par la baisse des ventes de pétrole brut (-48 %). Les principaux clients de la Nouvelle-Zélande ont réduit leurs achats sur la période : Australie et Corée du Sud (-16 %), Etats-Unis (-22 %), Japon (-25 %). Les importations s'inscrivent en retrait de 3,9 %, surtout les biens intermédiaires (-4,1 %).

Le surplus des échanges s'établit à NZ\$ 71 millions, en baisse par rapport à l'année précédente (NZ\$ 255 millions en mai 2012).

## Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an	
<b>Indicateurs macroéconomiques</b>							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	mai-13	105,9	108,1	107,9	-0,2%	1,9%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	avr-13	116,2	114,2	113,4	-0,7%	-2,4%	
Commerce extérieur	<i>Exportations (en M F CFP)</i>	mai-13	888	1 004	978	-2,6%	10,2%
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	mai-13	13 738	14 888	14 886	0,0%	8,4%
<i>(source : ISPF)</i>							
<b>Entreprises</b>							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	mai-13	1 542	2 334	1 866	-20,0%	21,0%	
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	mai-13	95	110	96	-12,8%	1,3%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	mai-13	99	97	91	-6,2%	-8,1%	
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mai-13	460	466	470	0,9%	2,2%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
<b>Ménages</b>							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	mai-13	2 031	2 224	2 026	-8,9%	-0,2%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	mai-13	3 123	3 302	3 185	-3,5%	2,0%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	mai-13	236	227	189	-16,7%	-19,9%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	mai-13	3 145	2 941	2 960	0,6%	-5,9%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
<b>Secteurs</b>							
<b>Agriculture</b>							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	mai-13	405	403	499	23,8%	23,2%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	mai-13	118	103	116	12,2%	-2,1%	
<b>BTP</b>							
Importations de ciment (en M F CFP)	mai-13	107	46	164	NS	53,0%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	mai-13	110	151	148	-1,7%	34,7%	
<b>Industrie</b>							
Exportations de mono en vrac et conditionné (en M F CFP)	mai-13	16	5	16	NS	1,7%	
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	mai-13	105	20	63	NS	-39,9%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	mai-13	67	68	85	23,9%	26,5%	
<b>Tourisme</b>							
Nombre de touristes	mai-13	13 879	12 011	13 534	12,7%	-2,5%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	juin-13	60,9%	67,0%	65,7%	-1,3 pts	4,8 pts	
<i>(sources : ISPF, CPH)</i>							
<b>Indicateurs financiers</b>							
<b>(Encours banques locales en M FCFP)</b>							
<b>Dépôts</b>							
Ménages	<i>Dépôts à vue</i>	mai-13	56 765	57 369	56 377	-1,7%	-0,7%
	<i>Comptes sur livret</i>	mai-13	93 361	93 975	92 910	-1,1%	-0,5%
	<i>Dépôts à terme</i>	mai-13	61 392	66 555	69 521	4,5%	13,2%
Entreprises	<i>Dépôts à vue</i>	mai-13	78 183	81 038	80 498	-0,7%	3,0%
	<i>Dépôts à terme</i>	mai-13	38 336	42 679	44 874	5,1%	17,1%
<b>Encours bancaires</b>							
Ménages	<i>Crédits de trésorerie</i>	mai-13	76 779	76 738	76 410	-0,4%	-0,5%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	mai-13	140 280	143 424	143 540	0,1%	2,3%
Entreprises	<i>Crédits de trésorerie</i>	mai-13	46 778	40 704	39 873	-2,0%	-14,8%
	<i>Crédits d'équipement</i>	mai-13	56 374	56 804	56 428	-0,7%	0,1%
<i>(source : IEOM)</i>							

## 4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	02/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,50%	02/05/2013
taux de la facilité de prêt marginal	1,00%	02/05/2013

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	08/07/2013	0,15%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	28/05/2013	0,50%	3,25%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	28/05/2013	1,00%	
taux de l'escompte de chèques	28/05/2013	1,00%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE			
taux d'intérêt en fin de mois			
	30/06/2013	31/05/2013	Var. M-1
EONIA	0,2080%	0,1140%	+ 0,094 pt
EURIBOR 1 mois	0,1230%	0,1130%	+ 0,010 pt
EURIBOR 3 mois	0,2180%	0,2000%	+ 0,018 pt
EURIBOR 6 mois	0,3350%	0,2980%	+ 0,037 pt
EURIBOR 12 mois	0,5270%	0,4780%	+ 0,049 pt

taux de base bancaire		
	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		

taux d'intérêt légal		
	taux	JORF
année 2013	0,04%	01/03/2013
année 2012	0,71%	08/02/2012

taux d'intérêt en moyenne mensuelle			
	30/06/2013	31/05/2013	Var. M-1
TEMPE	0,0947%	0,0784%	+ 0,016 pt
EURIBOR 1 mois	0,1200%	0,1120%	+ 0,008 pt
EURIBOR 3 mois	0,2100%	0,2010%	+ 0,009 pt
EURIBOR 6 mois	0,3200%	0,3020%	+ 0,018 pt
EURIBOR 12 mois	0,5060%	0,4850%	+ 0,021 pt
TMO	2,4600%	2,0600%	+ 0,400 pt
TME	2,2600%	1,8600%	+ 0,400 pt
TRBOSP	2,6100%	2,2200%	+ 0,390 pt

**Définitions**  
 EONIA: Euro OverNight Index Average  
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA  
 EURIBOR: EUR, InterBank Offered Rate  
 TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)  
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)  
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	30/06/2013	31/05/2013	30/04/2013	30/06/2013	31/05/2013	30/04/2013	30/06/2013	31/05/2013	30/04/2013
taux JJ	0,175%	0,110%	0,220%	0,093%	0,101%	0,106%	0,495%	0,470%	0,442%
3 mois	0,320%	0,360%	0,400%	0,156%	0,154%	0,156%	0,560%	0,590%	0,570%
10 ans emprunts phares	2,540%	2,180%	1,660%	0,850%	0,870%	0,600%	2,450%	2,010%	1,650%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er juillet 2013)			
Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,99%
Prêts à taux fixe	5,23%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,63%
Prêts à taux variable	4,68%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	5,01%
Prêts-relais	5,44%	Découverts en compte (1)	13,36%
<b>Autres prêts</b>		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,40%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 357 995 XPF	20,09%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	15,77%		Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur ou égal à 715 990 XPF	11,05%	Découverts en compte (1)	13,36%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE									
Parité XPF/ EUR = 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	91,2322	1 NZD/XPF	71,0646	1 HKD/XPF	11,7595	1 GBP/XPF	139,2111	
100 JPY/XPF	92,2264	1 AUD/XPF	84,2084	1 SGD/XPF	72,1256	100 VUV/XPF	92,7995	1 FJD/XPF	48,8804